

Réaction des chercheurs au Plan S : trop loin, trop risqué ?

Lettre ouverte des chercheurs aux agences européennes de financement, aux académies, universités, instituts de recherche et décideurs*

Nous soutenons le libre accès (OA, « open access ») et le Plan S est probablement écrit avec de bonnes intentions. Cependant, tel que présenté actuellement par l'Union européenne (et plusieurs agences nationales de financement), ce Plan va trop loin, est injuste pour les scientifiques impliqués et trop risqué pour la science en général. Il a des conséquences d'une portée considérable, ne prend pas suffisamment en compte les désirs et les souhaits de chaque scientifique et crée une série de situations impraticables et indésirables :

1) L'interdiction totale de revues « hybrides » de haute qualité éditées par des sociétés est un problème important, en particulier pour la chimie. Mis à part le fait que nous ne serons plus autorisés à publier dans ces revues, l'effet direct du Plan S et la manière dont certaines agences nationales de financement et certains instituts de recherche/universitaires semblent vouloir gérer les coûts peuvent même éventuellement conduire à une situation où nous ne serons plus en mesure de lire légalement les revues les plus importantes de sociétés telles que l'ACS, la RSC et ChemPubSoc. À noter que dans son annonce du Plan S, l'organisme de financement néerlandais NWO (Netherlands Organisation for Scientific Research) – par exemple – a écrit qu'il s'attendait à couvrir les frais élevés du traitement des articles (APC), associés au modèle de publication « Gold OA » souhaité, à partir de l'argent libéré par la disparition ou la suppression des abonnements aux journaux existants. En tant que tel, le Plan S pourrait au final interdire aux scientifiques l'accès (et la publication) à plus de 85 % des revues existantes et de grande valeur des sociétés ! Et ce Plan bloquerait ainsi l'accès aux revues qui fonctionnent avec un système de contrôle précieux, rigoureux et de haute qualité effectué par des pairs. Deuxième point à noter : depuis déjà plus de six mois, les chercheurs néerlandais n'ont pas accès légalement à la plupart des revues de la RSC. Exclure totalement encore plus de revues des sociétés est totalement inacceptable et irréalisable.

2) Nous nous attendons à ce qu'une grande partie du monde n'adhère pas (en totalité) au Plan S. Les États-Unis, la Chine et le reste de l'Asie accordent une grande importance aux revues actuelles des sociétés, en particulier aux revues de l'ACS pour la chimie et de l'APS pour la physique. L'Allemagne et la Suisse ont déjà indiqué qu'elles ne se conformeront pas au Plan tel que formulé actuellement. La Belgique n'adhèrera pas et formulera de manière indépendante une autre politique pour l'open access. L'Espagne n'adhèrera pas non plus, du moins pour le moment. Une période de transition pour le reste du monde prendra sûrement beaucoup de temps, et une interdiction totale de publication dans des revues de sociétés en tant qu'initiative mondiale semble très improbable. Par conséquent, le Plan S risque de diviser la communauté scientifique

mondiale en deux systèmes distincts : les bénéficiaires du Plan S (cOAlition S) contre le reste du monde, avec toutes les conséquences négatives associées. Si cela se produit, il y aura un effet fortement négatif sur les collaborations entre les pays de la cOAlition S et le reste du monde car des publications communes dans des revues spécialisées de grande qualité, aux procédures de relecture rigoureuses, reconnues de « haut niveau » par la communauté, ne seront plus possibles (par ex. *JACS*, *Science*, *Nature*, *Nature Chemistry*, *ACS Catalysis* et *Angewandte Chemie* sont toutes interdites avec le Plan S !). Cela aura également un impact négatif important sur l'internationalisation des doctorants et postdoctorants. S'ils ont des ambitions académiques, pourquoi iraient-ils par exemple aux Pays-Bas ou en Suède pour obtenir un doctorat ou effectuer un postdoc s'ils ne sont pas autorisés à publier dans des revues importantes pour la progression de leur carrière dans le paysage international, ceci les rendant non compétitifs s'ils souhaitent quitter les pays de la cOAlition S ? Les étudiants de nos universités commencent déjà à se demander s'il est sage de faire un postdoctorat dans un pays de la cOAlition S, ou plutôt d'aller dans un autre pays pour accroître leurs chances de mener à bien une carrière académique. De plus, si le Plan S réussit à scinder le système de recherche mondial, il remet en cause la volonté des scientifiques de faire quelque chose pour quiconque dans « l'autre système », par exemple en agissant en tant que relecteur de manuscrits ou de projets de recherche. Tous ces développements hautement indésirables vont nuire à la science dans son ensemble.

3) Nous sommes tout à fait d'accord sur les préoccupations actuelles concernant les coûts astronomiques liés aux abonnements aux revues. Cependant, en se focalisant sur le modèle de publication « Gold OA », pour lequel les chercheurs paient un coût élevé pour chaque publication, le coût total de la diffusion scientifique avec le Plan S augmentera au lieu de diminuer. En outre, cela n'éliminera pas la soi-disant publication « paywall », mais la fera simplement passer de la lecture à la publication. En lien avec cela, l'objectif principal du Plan S de soutenir particulièrement les revues à but lucratif « Gold OA » (aux dépens des revues des sociétés, de grande qualité et à but non lucratif) risque fortement de conduire à un excédent d'articles de qualité, originalité et actualité médiocres, et de confronter les groupes de recherche à des frais de traitement importants. Ce système est associé à des incitations financières perverses : encourager l'acceptation du plus grand nombre possible d'articles – quelle que soit leur qualité – et continuer à augmenter les frais (APC) déjà élevés dans des revues plus sélectives.

4) Le Plan S ignore les grandes différences existant entre les différents domaines de recherche. Ce Plan

a probablement un effet négatif beaucoup plus important sur la chimie que sur d'autres domaines. Une approche unique, telle que présentée dans le Plan S, est donc une mauvaise idée. L'effet d'une « montagne d'articles » que le Plan déclencherait aura probablement pour conséquence rapide de faire baisser le classement international et la réputation des chercheurs de la cOAlition S, principalement s'il y a peu de changements ailleurs.

Dans son ensemble, le **Plan S est une violation grave de la liberté académique** : accès (et possibilité de publier) fortement réduit dans des revues scientifiques appropriées de haute qualité, avec pour conséquence directe de restreindre fortement le choix des pays avec lesquels nous pouvons collaborer ou soutenir des programmes d'échange. Il y a également des problèmes avec le modèle de copyright (CC-BY) demandé par le Plan. Une interdiction totale de publier dans des revues « hybrides » assortie de sanctions constitue une grave dégradation des droits existants. Dans cette problématique, des solutions moins radicales et moins coûteuses sont certainement possibles. Voir par exemple les suggestions présentées ici. En outre, de plus en plus de revues (par exemple, JACS et Elsevier) permettent aux chercheurs non seulement de déposer des articles préliminaires de leurs travaux (« preprints »), mais également de les mettre à jour à chaque évaluation par les pairs jusqu'à ce que la lettre d'acceptation soit publiée, de sorte que la recherche devient immédiatement disponible *via* le serveur. Toutefois, dans son libellé actuel, le Plan S considère que ces modes de diffusion n'ont qu'une

valeur d'archive et que ce type de publication « Green OA » n'est pas conforme aux dix règles actuelles du Plan.

Les chercheurs devraient avoir la liberté de choisir leur support de publication et, tout en respectant les mandats de l'open access, de choisir également le mode d'accès à ce type de publication, de manière à minimiser les coûts supplémentaires inhérents à ce système sans nuire à la liberté académique ni compromettre l'internationalisation de la recherche et de l'enseignement supérieur. Nous invitons toutes les agences de financement, celles qui font déjà partie de la cOAlition S et celles qui n'ont pas (encore ?) signé, à prendre en compte tout l'éventail des possibilités de mettre les articles en open access, et pas seulement la définition très étroite fournie par le Plan S (qui inclut l'interdiction des journaux « hybrides » et l'examen des « preprints » par des pairs tel qu'autorisé par l'ACS, qui ne constitue pas actuellement une solution conforme évidente). En outre, nous demandons aux signataires de la cOAlition S d'assumer la responsabilité des implications et des risques que le Plan S pourrait avoir sur le paysage de la recherche en Europe, et de prendre dès lors toutes les mesures possibles au stade de la mise en œuvre pour prévenir des conséquences potentielles et imprévues.

* Cet article est une traduction de la lettre publiée sur Internet suite à l'annonce de la création de la cOAlition S en septembre dernier (<https://sites.google.com/view/plansopenletter/openletter>).

**"Made in Europe for the World"
Oui, mais avec vos contributions !**

Analytical and Bioanalytical Chemistry
Springer
the language of science

WILEY-VCH
ChemPubSoc Europe

Les journaux de ChemPubSoc*
* ChemPubSoc regroupe 16 sociétés de chimie européennes, dont la SCF
- European Journal of Inorganic Chemistry
- European Journal of Organic Chemistry
- Batteries & Supercaps
- Chemistry - A European Journal
- ChemBioChem - ChemPlusChem
- ChemCatChem - ChemistrySelect
- ChemElectroChem - ChemSusChem
- ChemMedChem - ChemistryOPEN
- ChemPhotoChem - ChemViews
- ChemPhysChem

L'Actualité Chimique
Société Chimique de France

NOUVEAU
Coming Soon

**Pour montrer la vitalité de la chimie française,
toutes ces revues attendent vos communications**